

François TAQUET

Droit du travail et Protection sociale

Né à Cambrai le 18 août 1957
Marié, 5 enfants

Adresse : 136 rue de Caudry 59400 Cambrai, France - **Tel. fixe** : 03 27 78 29 89 - **Tel. portable** : 0610 59 61 68 - **email** : francois-taquet@orange.fr - **Site internet**: www.francois-taquet.com

ACTIVITES PROFESSIONNELLES

- Avocat, spécialisé en Droit du travail et protection sociale au barreau de Cambrai (depuis 1987)
- Professeur permanent de Droit social
- Conseiller scientifique puis Directeur scientifique du réseau international d'avocats GESICA, premier réseau d'avocats français, créé en 1977, comptant aujourd'hui 2.200 avocats répartis au sein de 250 cabinets en France et à l'étranger
- Directeur du personnel en hôpital public (1985)

DIPLOMES

- Habilité à diriger des recherches (HDR)
- Docteur d'Etat en Droit (1986), après l'obtention d'un Doctorat de 3^e cycle (1982) et de deux DEA
- Chercheur de l'Université La Sapienza de Rome (boursier du gouvernement italien)
- Chercheur de la London School of Economics (boursier du British Council)
- Licencié en Histoire et en Droit canon
- Diplômé de l'Institut d'études judiciaires
- Diplômes universitaires en portugais, anglais, espagnol et italien

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- Professeur permanent de Droit social à l'IESEG (depuis 1986), Skema Business school (depuis 1997) et l'ESCEM Tours Poitiers (de 2005 à 2016)
- Formation des experts comptables auprès des Instituts de Formation régionale
- Formation des avocats auprès de l'Ecole de formation du Barreau de Paris (1990-2000)

NOTES ET ARTICLES

- Note sous Cass. soc. 3 octobre 1985, JCP, ed. E, 1987.II.14997 (conséquences d'une rupture du contrat de travail, non par licenciement mais à la suite d'un accord entre les parties)
- Vers un nouveau mode de rupture original du contrat de travail : la résiliation par commun accord des parties, Gazette du Palais. 3-4 avril 1987, p 10 s
- Note sous Cass. soc. 6 janvier 1988, JCP, ed. E.II.1988 (conditions de l'exclusion de l'assiette des cotisations de sécurité sociale d'indemnités d'indication au départ volontaire)
- Note sous Cass. soc. 14 janvier 1988, JCP, ed.II.1988.15181 (notions de concessions réciproques dans une transaction)
- Note sous Aix en Provence. 1^o décembre 1987, JPC, ed. E.1988.II.15303 (rupture amiable du contrat de travail)

- De la résiliation conventionnelle du contrat de travail, Les Petites Affiches. 11 juillet 1988, p 14 s
- Note sous Cass. soc. 28 janvier 1988, JCP, ed. G.1989.21242 (clause de mobilité d'un salarié protégé)
- Note sous Cass. soc. 8 février 1989, JCP, ed.E.II.1989.15522 (exonération de cotisations sociales des indemnités transactionnelles de licenciement)
- Note sous Pau. 20 mai 1988, JPC, ed. E.1989.15457 (sort d'une décision amiable devenue définitive en matière de sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 4 mai 1988, Gazette du Palais, 27-28 janvier 1989, p 6 (cotisations de sécurité sociale et indemnité de départ volontaire)
- Note sous Cass. soc. 28 janvier 1988, JCP, ed.E.1989.15420 (un employeur peut-il demander en justice la résiliation d'un contrat de travail d'un salarié protégé sans respecter la procédure spéciale ?)
- Principaux contentieux en droit du travail. Semaine Sociale Lamy. Supplément n° 468
- Note sous Angers. 23 mars 1989, JCP, ed. E.II.1990.15928 (mise en demeure conservatoire en matière de sécurité sociale)
- Note sous Paris. 21 décembre 1989, JCP, ed.E.II.1990.15917 (prescription des cotisations en matière de sécurité sociale)
- Contentieux de la sécurité sociale. Semaine Sociale Lamy. 1990, n° 504
- Conditions de validité de la rupture amiable et de la transaction. Droit du travail. novembre 1990, p 1s
- Substitution des primes en intéressement. Les équivoques de l'ordonnance du 21 octobre 1986. Droit du travail. Mars 1990, p 1s
- Note sous Cass. soc. 8 novembre 1990, JCP, ed. G.II.21705 (charges sur les cotisations des experts-comptables à la CAVEC)
- Note sous Cass. soc. 12 mars 1991, JCP, ed.E.II.1991.176 (notion de perte de confiance)
- Note sous Cass. soc. Mars 1991, JPC, ed. E.1991.180 (notion de faute lourde)
- La notion de rupture amiable dans le cadre de la convention de conversion. Bulletin du travail. Mai 1991, p 1 s
- Le travail saisonnier. Tourisprudence n° 4. Mars 1991, p 3 s
- Maladie et rupture du contrat de travail. Les nouvelles tendances de la jurisprudence. Liaisons Sociales. Mensuel n° 59. Mai 1991, p 82 s
- Avocat et contrat de travail. Semaine Sociale Lamy, n°540. 25 février 1991, p 2 s
- Contrôles de l'URSSAF. Dictionnaire permanent social. Ed. législatives. 1991, p 146 s
- Avantages versés par le comité d'entreprise : régime social. Supp. Sem. Soc. Lamy, n° 551. Mai 1991
- Note sous Cass. soc. 25 octobre 1990, JCP, ed. E.II.1991.155 (défaut d'observation d'une URSSAF après contrôle)
- Note sous Cass. soc. 9 mai 1990, JCP, ed. E.II.1991.126 (abus de pouvoir dans la mutation d'un salarié)
- Réflexions sur les décisions implicites des URSSAF. Sem. Soc. Lamy, n° 574, p 3s
- Les dispositions relatives au licenciement des salariés protégés sont-elles compatibles avec la procédure de redressement judiciaire ? Droit du travail. Décembre 1991, p 1 s
- Note sous Cass. soc. 5 juin 1991, JCP, ed. E.1991.II.206 (la faute grave d'un VRP, justifiant la rupture immédiate avec privation de l'indemnité compensatrice de préavis, est nécessairement privative de l'indemnité de clientèle)
- Note sous Cass. soc. 9 octobre 1991, JCP, ed. E.II.1992.256 - JCP, ed. G.II.21829 (licenciement d'un salarié protégé après liquidation judiciaire)
- Note sous Cass. soc. 19 juin 1991, JCP, ed.G.1992.II.218676 - JCP, ed.II.243 (propos du salarié pendant l'entretien préalable au licenciement)
- Note sous Cass. soc. 5 février 1992, JPC, ed. G.1992.II.21878 - JCP, ed. E.1992.II.308 (rupture amiable d'un contrat d'apprentissage)
- Note sous Cass. soc. 5 juin 1991, JCP, ed.G.1992.II.21903 (faute grave d'un VRP et indemnité de clientèle)

- Note sous Cass. ass. plén. 20 mars 1992, JCP, ed. G.1992.II.21912 - JCP, ed. 1992.II.327 (indemnités journalières de maternité pour une salariée poursuivant une activité libérale)
- Note sous Cass. soc. 27 novembre 1991, JCP, ed. G.1992.II.21933 - JCP, ed. E.1992.II.337 (travail au service d'un concurrent pendant le préavis)
- Note sous Cass. soc. 19 mars 1992, JCP, ed. G.1992.II.219646 - JCP, ed. E.1992.II.334 (conditions de forme de la mise en demeure et de la contrainte en matière de sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 21 novembre 1991, JCP, ed. G.1992.II.272 (régime social applicable aux frais de déplacements)
- Pouvoirs des agents de l'URSSAF et garanties des cotisants, JCP.E.I.1992.140
- Note sous Cass. soc. 7 novembre 1991, JCP, ed. E.1992.II.297 (compétence des CPAM en matière d'affiliation au régime général)
- Note sous Cass. soc. 24 octobre 1991, JCP, ed.1992.II.279 (taxation forfaitaire des URSSAF)
- Note sous Cass. soc. 11 juin 1992, JCP, ed.II.373 (contentieux du caractère professionnel d'un accident)
- Transaction et rupture amiable. Legi social. Mars 1992, p 29 s
- Contribution au Lamy Protection sociale. Rédaction de la partie relative aux accidents du travail et maladies professionnelles
- Sportifs et sécurité sociale. Supplément Sem. soc. Lamy. 1992, n° 588
- L'appréciation de l'ancienneté du salarié nommé administrateur. Droit du travail. Février 1992, p 1 s
- Prescriptions applicables en matière de cotisations de sécurité sociale. Sem. soc. Lamy. 1992, n° 583, p 3 s
- Rupture anticipée du contrat à durée déterminée. Sem. soc. Lamy. 1992, n° 603, p 3 s
- La loi du 29 janvier 1992 et les départs négociés. Sem. soc. Lamy. 1992, n° 619, p 3 s
- Note sous Cass. soc. 2 décembre 1992, JCP, ed. E.1993.II.404 (transaction avec un salarié protégé)
- Quelques réflexions sur les dispositions relatives au licenciement de l'avocat et du notaire salarié, JCP, ed. E.1993.260 - JCP, ed. E.1993.2737
- De l'absence de motivation de la lettre de licenciement, JCP, ed. E.I.227
- Réflexions sur l'entretien préalable au licenciement, JCP, ed. E.I.245
- Note sous Cass. soc. 4 février 1992, JCP, ed. E.II.382 (transaction entre employeur et salarié protégé)
- Réflexion sur les nouvelles dispositions relatives au recouvrement des cotisations d'assurance chômage, JCP, ed. E.I.279
- Le contrôle URSSAF ou l'insuffisante protection des cotisants. Droit social, p 565 s
- Note sous Cass. soc. 31 mars 1993, JCP, ed. E.II.1193.476 - JCP, ed. G.II.1993.22130 (rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée)
- Le recrutement des salariés. Rev. Fiduciaire. 17 avril 1993
- Le licenciement des représentants du personnel. Supplément Légi social. Mars 1993
- Détachement - Expatriation. Semaine sociale Lamy. 7 juin 1993, n° 651
- Contribution au Lamy Protection sociale : rédaction de partie relative à l'assurance chômage
- Réflexion sur les litiges avec les ASSEDIC. Sem. soc. Lamy. 1993, n° 648, p 3 s
- Note sous Cass. soc. 7 avril 1994, JCP, ed. G.1994.II.22357 - JCP, ed. G.1994.II.608 (Les indemnités compensatrices, versées aux salariés acceptant, lors d'un plan social, la transformation d'emploi à temps plein en temps partiel, sont-elles incluses dans l'assiette des cotisations sociales ?)
- Quelques réflexions sur les nouvelles dispositions relatives à la règle de non-substitution de l'intéressement au salarié. Sem. soc. Lamy. Septembre 1994, n° 709, p 3 s
- Sem. soc. Lamy, n°692. Cumul mandat social-contrat de travail dans les sociétés anonymes, p 3 s

- Note sous Cass. soc. 10 mai et 29 juin 1994, JCP, ed.E.1994.II.611 (la proposition d'une convention de conversion n'a pas été motivée et le salarié concerné ne peut contester l'ordre des licenciements)
- Sem. soc. Lamy, n°701. Réflexions sur la loi Madelin, p 3 s
- Brèves réflexions sur les nouvelles dispositions relatives au contenu du plan social, JCP, ed. E.I.1994.314
- Note sous Cass. soc. 9 février 1994, JCP, ed. E.1994.590 (mise en œuvre des plafonds 13 et 4 de garantie de l'AGS)
- Demain les retraites. Revue Savoir. Mai-Juin 1994
- Note sous Cass. soc. 5 janvier 1994, JCP, ed. G.1994.II.22259 - JCP, ed. E.1994.II.572 (notion de concessions réciproques dans une transaction)
- La clause de conscience chez l'avocat salarié, JCP, ed. E.I.1994.350
- Modification substantielle du contrat de travail pour motif économique : premières réflexions sur l'article L 321-1-2 du Code du travail. Droit du travail. Janvier 1994, p 2 s
- Note sous TGI Nantes. Ord. réf. 24 février 1994, JCP, ed. G.II.1994.22343 (suppression du versement des indemnités de chômage par la Commission paritaire d'une ASSEDIC en raison de l'activité bénévole du bénéficiaire au sein d'une association)
- Note sous Cass. soc. 5 janvier 1994, JCP, ed. E.II.1994.572 - JCP, ed. G.1994.22259 (transaction résultant de la transformation d'un licenciement pour faute grave en licenciement pour cause réelle et sérieuse avec inclusion d'une clause de non-concurrence)
- Note sous Conseil d'Etat. 6 janvier 1995, JCP, 1995, ed. E.II.674 (condition de la compétence de la jurisprudence administrative en matière de contentieux des cotisations de sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 29 juin 1995, ed.E.II.719 (conséquences en matière de contrôle de sécurité sociale de l'indépendance juridique des URSSAF)
- Rédaction de la rubrique "Droit social" in Revue des procédures collectives n° 1995-2 - 1995-3 - 1995-4
- Note sous Cass. soc. 7 juin 1995, JCP, 1995, ed. E.II.764 (conséquences en matière de contrôle de sécurité sociale de l'indépendance juridique des URSSAF)
- Note sous Cass. soc. 7 juin 1995, JCP, ed. E.II.764 (effets d'une transaction en appel au regard des droits de l'ASSEDIC au remboursement des allocations de chômage)
- Note sous Cass. soc. 19 juillet 1995, JCP, 1995, ed. G.II.22561 - JCP, 1995, ed. E.II.761 (chômage partiel : impossibilité de mise au chômage partiel d'un seul salarié)
- Sportifs et sécurité sociale. Sem. soc. Lamy. Supp. 29 mai 1995, n° 746
- De l'importance des retraites complémentaires en cas de reprise d'entreprise. Sem. soc. Lamy. 6 mars 1995, n° 734, p 3 s
- Note sous Cass. soc. 23 février 1995, JCP, 1995, ed. E.II.700 (recevabilité d'une opposition formée dans les délais par un débiteur de cotisations sociales malgré l'absence de contestation de la dette lors de la mise en demeure)
- Note sous Cass. crim. 27 septembre 1994, JCP, 1995, ed.E.II.663 (assimilation d'un bulletin de paie incomplet à un bulletin inexistant par l'appréciation du délit de travail clandestin)
- Note sous Cass. soc. 6 octobre 1994, JCP, 1995, ed.II.650 (centres de formation professionnelle et affiliation à un régime de sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 29 juin 1995, JCP, 1995, ed. E.II.719 (conséquences en matière de contrôle de sécurité sociale de l'indépendance juridique des URSSAF)
- Rédaction de la Rubrique "Droit social" in Revue des procédures collectives n°1995-2 - 1995-3 - 1995-4
- Note sous Cass. soc. 7 juin 1995, JCP, 1995, ed. E.II.764 (effets d'une transaction en appel au regard des droits de l'ASSEDIC au remboursement des allocations de chômage)
- Note sous Cass. soc. 19 juillet 1995, JCP, 1995, ed. G.II.22561 - JCP, 1995, ed. E.II.761 (chômage partiel : impossibilité de mise au chômage partiel d'un seul salarié)
- Associer les salariés à l'entreprise. Revue Personnel. Mars 1995, p 22 s

- Note sous Cass. soc. 27 mars 1996, JCP, 1996, ed. E.II.846 (étendue du contrôle du juge)
- Note sous Cass. soc. 27 mars et 29 mai 1996, JCP, 1996, ed.G.II.22711 (transaction : notion de concessions réciproques et moment de la transaction)
- Rédaction de la rubrique "Droit social" in Revue des procédures collectives n° 1996-1 - 1996-2 - 1996-3
- Note sous Cass. soc. 17 octobre 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.1322 (responsabilité civile d'une CPAM)
- Note sous Cass. soc. 17 octobre 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.1255 (régime de sécurité sociale applicable aux écoles de notariat)
- Note sous Cass. soc. 18 juillet 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.1158 (caractère de dommages et intérêts de l'indemnité transactionnelle)
- Note sous Cass. soc. 6 juin 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.948 (conséquence de l'indivisibilité des décisions des Commissions de recours amiable)
- Note sous Cass. soc. 1er octobre 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.1183 (contribution Delalande, exonérations inapplicables aux personnes morales)
- Note sous Cass. soc. 18 juillet 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.1158 (caractère de dommages et intérêts de l'indemnité transactionnelle)
- Note sous Cass. soc. 18 juillet 1996, JCP, 1996, ed.E.pan.227 (évaluation d'un logement gratuit mis à la disposition d'un couple de co-gérants)
- Note sous Cass. soc. 6 juin 1996, JCP, 1996, ed.E.pan.942 (Sécurité sociale : conséquences de l'indivisibilité des décisions des Commissions de recours amiable)
- Note sous Cass. soc. 18 juillet 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.973 (Sécurité sociale : sanction de l'omission lors d'un contrôle d'invitation de l'employeur à communiquer ses observations dans les 15 jours)
- Note sous CJCE. 26 mars 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.669 (Sécurité sociale : appréciation au regard du droit communautaire de certains régimes de non-salariés)
- Note sous Cass. soc. 6 juin 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.829 (Sécurité sociale : conditions d'audition des salariés lors d'un contrôle)
- Note sous JCP, 1996, ed. E.pan.769 (Sécurité sociale : conditions d'exonération des accords d'intéressement)
- Rédaction de la rubrique « Protection sociale » in Audijuris. Janvier-février-mars-avril-mai-juin-juillet et août-septembre-octobre-novembre-décembre 1996.
- Les nouvelles dispositions de l'article R 243-59 du Code de la sécurité sociale. Sem. soc. Lamy. 22 avril 1996, n° 789, p 3s
- Note sous Cass. soc. 4 avril 1996, JCP, 1996, ed.E.pan.629 (Sécurité sociale : calcul des indemnités journalières des VRP)
- Note sous Cass. soc. 11 avril 1996, JCP, ed. E.pan.705 (obligation pour l'employeur de signaler son changement d'adresse)
- Note sous Cass. soc. 14 mars 1996, JCP, 1996, ed. E.pan.601 (Sécurité sociale : l'URSSAF n'est pas liée par les recommandations de l'ACOSS)
- Réflexions sur l'accord du 6 septembre 1995 relatif à la cessation anticipée d'activité. Sem. soc. Lamy. 25 mars 1996, n°785, p 3s
- Revue des procédures collection 1996 (rédaction de la rubrique « Droit social » trimestriellement)
- Le renforcement des pouvoirs des agents de contrôle de la Sécurité sociale dans la lutte contre le travail dissimulé, JCP, 1997, ed. E.I.669
- Brèves réflexions sur la notion de travail dissimulé suite à la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, JCP, 1997, ed. E.I.658
- Note sous Cass. soc. 5 décembre 1996, JCP, 1997, ed. E.pan.104 (contestation d'une mise en demeure suite à contrôle de sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 3 avril 1997, JCP, 1997, ed. E.pan.508 (assujettissement d'un associé d'une EURL)
- Note sous Cass. soc. 27 mars 1997, JCP, 1997, ed. E.pan.546 (problème d'assujettissement en matière de sécurité sociale)

- Note sous Cass. soc. 24 avril 1997, JCP, 1997, ed. E.pan.616 (régime de sécurité sociale applicable à un avocat allemand exerçant en France)
- Note sous Cass. soc. 23 janvier 1997, JCP, 1997, ed. E.pan.241 (possibilité d'opposition à contrainte lorsque le cotisant n'a pas saisi la commission de recours amiable)
- Note sous Cass. soc. 12 décembre 1996, JCP, 1997, ed. E.pan.133 (sanction de l'omission de communication des observations de l'agent de contrôle à l'employeur)
- Note sous Cass. soc. 8 janvier 1997, JCP, 1997, ed.E.pan.210 (privation de contester la rupture du contrat de travail suite à l'adhésion du salarié à un contrat FNE)
- Note sous Cass. soc. 14 janvier 1997, JCP, 1997, ed.E.pan.226 (sanction du non-respect de l'ordre des licenciements)
- Note sous Cass. soc. 21 mai 1997, JCP, 1997, ed. II.993 (transaction et limites du contrôle du juge)
- Note sous Cass. soc. 27 novembre 1997, JCP, ed. E, p 107 (convention de conversion et cotisations dues par l'employeur)
- Note sous Cass. soc. 2 décembre 1997, deux arrêts JCP, ed.E, p 381 (conditions de validité d'une transaction)
- Note sous Cass. soc. 8 octobre 1998, JCP, ed. E, p 1910 (compétence exclusive du directeur de l'URSSAF pour accorder un sursis à poursuites)
- Note sous Cass. soc. 20 janvier 1998, JCP, ed. E, p 450 (l'institution de garantie allemande est compétente à l'égard d'un VRP français engagé par une société allemande et exerçant son activité en France)
- Note sous Cass. soc. 6 mai 1998, JCP, ed. E, p 1075 (cumul de prestations chômage avec des dommages-intérêts dûs en cas de violation d'une clause de garantie d'emploi)
- Note sous Cass. soc. 4 juin 1998, JCP, ed. E, p 1336 (point de départ du délai d'un mois à l'issue duquel l'employeur doit verser le salaire au salarié déclaré inapte et non reclassé ni licencié)
- Note sous Cass. soc. 16 juin 1998, JCP, ed. E, p 1386 (mention à porter sur le bulletin de paie lors d'une transaction)
- Note sous Cass. soc. 28 mai 1998, JCP, ed. E, p 1123 (la composition de la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification des accidents du travail est compatible avec l'article 6-1 de la CEDH)
- Note sous Cass. soc. 6 mai 1998, JCP, ed. E, p 1075 (cumul de prestations chômage avec des dommages-intérêts dûs en cas de violation d'une clause de garantie d'emploi)
- Note sous Cass. soc. 15 janvier 1998, JCP, ed.E.1998, p 403 (l'exonération de cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires ne s'applique pas à un gérant égalitaire)
- Note sous Cass. soc. 9 avril 1998, JCP, ed.E.1998, p 1652 (l'affiliation d'un consultant au régime général n'a pas d'effet rétroactif en cas d'affiliation antérieure à un régime de non-salarié)
- Note sous Cass. soc. 8 octobre 1998, JCP, ed. E.1998, p 1863 (principe de territorialité de l'assurance maladie)
- Licenciement et motivation par renvoi. Juris-Classeur. Actualité des procédures collectives, n°3. 19 juin 1998
- Accidents du travail ou maladies professionnelles. Juris-Classeur. Traité
- Homosexualité et droit social. Semaine Sociale Lamy. 19 octobre 1998, n°905
- Rédaction de la rubrique « Protection sociale » in Audijuris. Janvier-février-mars-avril-mai-juin-juillet et août-septembre-octobre-novembre-décembre 1998
- Remise des majorations de retard en matière de sécurité sociale. Semaine Sociale Lamy, n° 886. 11 mai 1998
- Les rapports des URSSAF avec leurs usagers ou le règne de l'insécurité. Semaine Sociale Lamy, n° 882. 14 avril 1998
- Rédaction des rubriques "Protection sociale" et « Droit du travail ». Audijuris. Janvier-février-mars-avril-mai-octobre 1998
- Rédaction de la rubrique « Droit social » dans la revue des procédures collectives. Janvier 1998- février 1998-mars 1998- avril 1998-mai 1998

- Revue de jurisprudence Sécurité sociale. Gazette du Palais, n° 310-311. 6-7 novembre 1998
- La nécessaire réforme de la procédure de contrôle et de recouvrement des cotisations URSSAF. La Gazette économique. Numéro spécial contrôle URSSAF, n° 887. 8 décembre 1998
- Note sous Cass. soc. 17 décembre 1998, JCP, ed. 1999, p 257 (la juridiction du contentieux médical est soumise à l'exigence du tribunal indépendant et impartial au sens de l'article 6 de la convention EDH)
- Note sous Cass. soc. 6 juillet 1999, JCP, ed.E.1999, p 1562 (le salarié en congé parental peut bénéficier d'une convention de conversion)
- Note sous Cass. soc. 12 juillet 1999, JCP, ed. E.1999, p 1611 (inaptitude médicalement constatée et rupture du contrat de travail à durée déterminée)
- Note sous Cass. soc. 6 juillet 1999, JCP, ed. E.1999, p 1612 (distinction entre délit de vol et faute lourde)
- Note sous Cass. soc. 12 juillet 1999, JCP, ed. E.1999, p 1659 (conséquences de la rupture du contrat de travail d'un salarié classé en invalidité 2° catégorie)
- Note sous Cass. soc. 16 février 1999, JCP, ed. E.1999, p 748 (portée d'une clause compromissoire insérée dans un contrat de travail international)
- Note sous Cass. soc. 21 janvier 1999, JCP, ed. E.1999, p 558 (détention indirecte du capital social excluant l'affiliation d'un gérant de SARL au régime général)
- Note sous Cass. soc. 2 décembre 1998, JCP, ed. E.1999, p 155 (annexe à la lettre de licenciement non motivée de la lettre de convocation motivée à l'entretien préalable)
- Note sous Cass. soc. 4 mai 1999, JCP, ed.E.1999, p 1174 (délai dans lequel l'employeur doit reprendre le paiement des salaires du salarié physiquement inapte non reclassé ni licencié)
- Note sous Cass. soc. 18 novembre 1998, JCP, ed.E.1999, p 12 (notion de motif précis énoncé dans la lettre de licenciement)
- Note sous Cass. soc. 25 mars 1999, JCP, ed. E.1999, p 797 (annulation d'un redressement de cotisations lorsqu'un salarié a été entendu dans les locaux de l'URSSAF)
- Note sous Cass. soc. 29 juin 1999, JCP, ed. E.1999, p 1517 (la rupture par transaction du contrat de travail intervenue après l'avis d'inaptitude du médecin du travail est-elle illégale ?)
- Note sous Cass. soc. 12 juillet 1999, JCP, ed. E.1999, p 1707 (Rémunération des apprentis)
- Note sous Cass. soc. 24 novembre 1998, JCP, ed. E.1999, p 869 (nullité d'une transaction résultant d'une erreur portant sur l'objet même de la contestation)
- Note sous Cass. soc. 26 janvier 1999, JCP, ed. E.1999, p 447 (détermination de la date de rupture du contrat de travail au regard de la mise en oeuvre de la contribution Delalande)
- Note sous Cass. soc. 18 mai 1999, JCP, ed. E.1999, p 1832 (conditions de validité d'une transaction)
- Note sous Cass. soc. 10 novembre 1998, JCP, ed.E.1999, p 59 (perception des prestations chômage par un gérant bénévole de trois SCI)
- Note sous Cass. soc. 27 octobre 1999, JCP, ed. E.1999, p 1996 (motivation de la rupture du contrat de travail en cas d'adhésion à une convention de conversion)
- Note sous Cass. soc. 2 février 1999, JCP, ed. E.1999, p 604 (conditions de cumul d'allocations de chômage avec certains revenus)
- Note sous Cass. soc. 15 décembre 1999, JCP, ed. E.1999, p 204 (revirement de jurisprudence sur l'application du plafond 13 de garantie de l'AGS)
- Les nouvelles dispositions relatives au contrôle URSSAF. Semaine Sociale Lamy, p 6-7, n° 929. 21 juin 1999
- Régime social du commerçant et de l'artisan. Juris-Classeur (commercial). 3, 1999
- Au sujet de la garantie de l'AGS. Juris-Classeur. Actualité des Procédures collectives, n° 6. 26 mars 1999

- Premières réflexions sur la loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture médicale universelle. Gazette du Palais, n° 325 à 327. 21 au 23 novembre 1999
- Les majorations de retard en matière de cotisations de sécurité sociale : état des lieux et réflexions. Gazette du Palais, n° 325 à 327. 21 au 23 novembre 1999
- Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de sécurité sociale. Gazette du Palais,
N° 50-51. 19-20 février 1999
N° 115-117. 25-27 avril 1999
N° 174-175. 23-24 juin 1999
N° 295-296. 22-23 octobre 1999
N° 356-357. 22-23 décembre 1999
- La nécessaire réforme de la procédure de contrôle et de recouvrement des cotisations URSSAF... réflexions, propositions. Droit et Patrimoine, n° 70. Avril 1999
- Rédaction de la rubrique « Protection sociale ». Audijuris. Janvier-février-mars-avril-juin-juillet-août-septembre 1999
- Rédaction de la rubrique « Droit social » dans la Revue des Procédures collectives. Janvier-février-mars-avril-mai 1999
- Note sous Cass. soc. 18 juillet 2000, JCP, ed. E.2000, p 1503 (conséquences de l'adhésion d'un salarié licencié pour motif économique à une convention de préretraite)
- Note sous Cass. soc. 4 et 5 janvier 2000, JCP, ed.E.2000, p 444 (la validité de la transaction est-elle subordonnée à la notification du licenciement par lettre recommandée avec avis de réception ?)
- Note sous Cass. soc. 23 mai 2000, JCP, ed. E.2000, p 1432 (lorsque la fin du contrat d'apprentissage résulte de la liquidation judiciaire, il n'y a pas lieu à résiliation par le Conseil de prud'hommes)
- Note sous Cass. soc. 25 novembre 1999, JCP, ed. E.2000, p 67 (la procédure de remise des majorations de retard au regard de la convention EDH)
- Note sous Cass. soc. 25 novembre 1999, JCP, ed. E.2000, p 18 (les sommes, versées par l'employeur pour maintenir l'ancien salaire à la suite d'un déclassement disciplinaire, sont soumises à cotisations)
- Note sous Cass. soc. 5 octobre 2000, JCP, ed. E.2000, p 1792 (incidence d'une action pénale sur la prescription de l'action en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur à la suite d'un accident du travail)
- Note sous Cass. soc. 23 mai 2000, JCP, ed. E.2000, p 1118 (l'indemnité de départ en retraite, liée à un départ volontaire dans le cadre d'une restructuration des effectifs, n'est pas incluse dans l'assiette des cotisations sociales)
- Note sous Cass. soc. 19 juillet 2000, JCP, ed. E.2000, p 1691 (la formule de calcul de primes d'intéressement doit respecter un principe de proportionnalité pour ouvrir droit à exonération de cotisations sociales)
- Note sous Cass. soc. 19 juillet 2000, JCP, ed. E.2000, p 1743 (notion de faute inexcusable de l'employeur)
- Note sous Cass. soc. 6 juillet 2000, JCP, ed.E.2000, p 1551 (l'indemnité de non-concurrence est soumise à cotisations sociales)
- Note sous Cass. soc. 11 mai 2000, JCP, ed.E.2000, p 1023 (computation du délai de prescription en matière de recouvrement de cotisations sociales)
- Note sous Cass. soc. 23 mai 2000, JCP, ed. E.2000, p 1118 (l'indemnité de départ en retraite, liée à un départ volontaire dans le cadre d'une restructuration des effectifs, n'est pas incluse dans l'assiette des cotisations sociales)
- Note sous Cass. soc. 19 juillet 2000, JCP, ed. E.2000, p 1643 (un associé d'une société en nom collectif peut-il imputer les déficits de son activité sur les bénéfices réalisés dans une autre activité ?)
- Contrat d'apprentissage et AGS. Juris-Classeur. Actualité des Procédures collectives, n° 13. 28 juillet 2000
- Sécurité sociale : chronique de jurisprudence. Petites Affiches, n° 183. 13 septembre 2000

- Le contrôle URSSAF. Conférence des A.R.A.P.L. L'entreprise libérale. Hors-série. Décembre 2000
- La réforme inachevée des règles relatives au contrôle URSSAF. Droit social, n° 12. Décembre 2000. p 1100 s
- Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de sécurité sociale. Gazette du Palais, n° 35 à 36. 4-5 février 2000
- Direction du numéro "Spécial sécurité sociale". Gazette du Palais, n° 100 à 102. 9-11 avril 2000
 - . Couverture maladie universelle : ultimes précisions
 - . Brèves réflexions sur les nouvelles dispositions relatives à la reconnaissance des accidents du travail et maladies professionnelles
 - . Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de sécurité sociale
- Direction du numéro "Spécial sécurité social". Gazette du Palais, n° 205 à 207. 23-25 juillet 2000
 - . Le régime de sécurité sociale applicable aux dirigeants de sociétés commerciales
 - . A quoi sert le rescrit en matière de sécurité sociale ?
 - . Pacs et sécurité sociale... premières réflexions
 - . La taxation forfaitaire en matière d'URSSAF
 - . Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de sécurité sociale
- Brève approche sur les nouvelles dispositions relatives à la garde à vue. Gazette du Palais, n° 252 à 253. 8-9 septembre 2000
- Sécurité sociale : chronique de jurisprudence. Petites Affiches, n° 182. 12 septembre 2000 – n°243 et 244. 6 et 7 décembre 2000
- La réforme inachevée des règles relatives au contrôle URSSAF. Droit social, n° 12. Décembre 2000
- La naissance d'un enfant peut-elle constituer un préjudice ? Génésis, n° 61. Décembre 2000
- Rédaction de la rubrique "Droit social" dans la Revue des Procédures collectives. Janvier-Février-Mars-Avril-Mai 2000
- Note sous Cass. soc. 25 janvier 2001, JCP, ed. E.2001, p 500 (la rémunération, versée au président du Conseil de surveillance d'une SA à directoire, n'est pas soumise au paiement de la cotisation personnelle d'allocations familiales)
- Note sous Cass. soc. 19 juillet 2001, JCP, ed.E.2001, p 1796 (présomption de qualification d'accident du travail pour les accidents survenus lors d'une mission)
- Note sous Cass. soc. 26 janvier 2001, JCP, ed. E.2001, p 671 (le capital décès et les allocations d'invalidité absolue et définitive, versés aux salariés ou à leurs ayants droit, doivent être intégrés dans l'assiette des cotisations sociales de l'employeur)
- Note sous Cass. soc. 4 mai 2001, JCP, ed. E.2001, p 1173 (un TASS peut-il se retrancher derrière la position prise par un Conseil de prud'hommes pour exonérer des indemnités transactionnelles de cotisations de sécurité sociale ?)
- Note sous Cass. soc. 22 décembre 2000, JCP, ed. E.2001, p 351 (composition et règles de procédure à respecter par la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail)
- Note sous Cass. soc. 30 novembre 2000, JCP, ed. E.2001, p 209 (conditions de mise en oeuvre de la forclusion, prévue à l'article R 142-18 du CSS, en cas de rejet implicite par la Commission de recours amiable de la demande du cotisant, ayant fait l'objet d'une mise en demeure de l'URSSAF)
- La loi sur l'épargne salariale, JCP, ed. G.2001, p 737 à 739
- Les principales mesures issues de la loi de financement de la sécurité sociale pour l'an 2001, JCP, ed. G.2001, p 409 à 411
- Les dispositions d'ordre social de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001, JCP, ed. G.2001, p 1761 et s
- Note sous Cass. ass. plén. 26 janvier 2001, JCP, ed.G.2001.II.10497 (le capital décès et les allocations d'invalidité absolue et définitive, versés aux salariés ou à leurs ayants droit, doivent être intégrés dans l'assiette des cotisations sociales de l'employeur)

- La loi sur les nouvelles régulations économiques. L'amélioration des conditions d'information des comités d'entreprise, JCP, ed. G.2001, p 1357 et s
- La loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Loi n° 2001-397 du 9 mai 2001, JCP, ed. G.2001, p 1145 et s
- De quelques décisions récentes de la Cour de cassation en matière de contrôle URSSAF. Jurisprudence sociale. Lamy, n° 80 du 29 mai 2001
- Le contentieux du recouvrement en matière de sécurité sociale : à propos de quelques décisions récentes. Jurisprudence sociale. Lamy, n° 88 du 18 octobre 2001
- Sécurité sociale : chronique de jurisprudence (1ère partie). Petites Affiches, n° 82. 25 avril 2001
- Sécurité sociale : chronique de jurisprudence (suite et fin). Petites Affiches, n° 83. 26 avril 2001
- Sécurité sociale : chronique de jurisprudence. Petites Affiches, n° 221 et 222. 6 et 7 novembre 2001
- Accident du travail : de la déclaration à la contestation. Les cahiers du DRH, n° 47. 16 novembre 2001
- Quelle conduite tenir après un contrôle URSSAF ? Les cahiers du DRH, n° 37. 11 mai 2001
- Comment obtenir une remise des majorations de retard ? Les cahiers du DRH, n° 39. 12 juin 2001
- Les pouvoirs d'investigation des inspecteurs de l'URSSAF. Les cahiers du DRH, n° 41. 13 juillet 2001
- L'assujettissement en matière de sécurité sociale... ou le règne de l'insécurité. Les cahiers du DRH, n° 45. 12 octobre 2001
- A partir de quel moment l'entreprise est-elle totalement à l'abri de toute poursuite de l'URSSAF pour des cotisations impayées ?... Les cahiers du DRH, n° 48. 30 novembre 2001
- Comité, cadeaux et charges sociales. Les cahiers du DRH, n° 50. 28 décembre 2001
- Régime social des professions libérales. Conférence des A.R.A.P.L. Bulletin n° 53. 2001
- La loi sur les nouvelles régulations économiques. L'amélioration des conditions d'information des comités d'entreprise, JCP, ed. E.2001, p 1205
- Plan social et modification du contrat de travail. Actualité des Procédures collectives, n° 2. Février 2001
- A quoi sert la Commission de recours amiable dans le contentieux URSSAF ? Semaine Sociale Lamy, n°1028. 14 mai 2001
- Gazette du Palais, n°231 à 233. 19 au 21 août 2001
 - . Brève approche sur une réforme timide (loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000)
 - . Comment appréhender un contrôle des cotisations de sécurité sociale ?
 - . Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de droit du sport
- Gazette du Palais, n° 70 à 72. 11 au 13 mars 2001
 - . Les nouvelles dispositions relatives à la contraception d'urgence (loi n° 2000-1209 du 13 décembre 2000)
 - . Les nouvelles mesures issues de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001
 - . Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de sécurité sociale
- Direction du numéro "Spécial sécurité sociale". Gazette du Palais, n° 327 à 328. 23-24 novembre 2001
 - . La nouvelle vogue de l'allocation d'autonomie
 - . Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de sécurité sociale
- Sommaires annotés de la Cour de cassation en sécurité sociale. Gazette du Palais, n°248 à 249. 5-6 septembre 2001
- La loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (loi n° 2001-397 du 9 mai 2001) et la réforme de l'épargne salariale (loi n° 2001-152 du 19 février 2001). Gazette du Palais, n°227 à 230. 15 au 16 août 2001
- Sommaires annotés de la Cour de cassation en sécurité sociale. Gazette du Palais, n° 248 à 249. 5-6 septembre 2001

- Les nouvelles dispositions relatives à la contraception d'urgence (loi n° 2000-1290 du 13 décembre 2000). Génésis, n°62. Janvier 2001
- A propos du devoir d'information du médecin. Génésis, n° 63. février 2001
- Le système de sanctions à l'égard des médecins : réalités et perspectives. Génésis, n° 64. Mars 2001
- Vers une réforme de l'accès à l'usager au dossier médical. Génésis, n° 65. avril 2001
- Au sujet de l'obligation d'information du praticien. Génésis, n° 66. mai 2001
- Le secret médical. Génésis, n° 67. juin 2001
- Les nouvelles règles relatives à l'IVG. Génésis, n°68. septembre 2001
- Les nouvelles dispositions en matière de contraception (loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001)
- Un projet de loi pour renforcer les droits des malades. Génésis, n° 69. octobre 2001
- La stérilisation contraceptive (loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001)
- Les lois bioéthiques en question. Génésis, n° 70. Novembre 2001
- Le devoir d'information du médecin est rétroactif. Génésis, n° 71. Décembre 2001
- Rédaction de la rubrique "Droit social" dans la Revue des Procédures collectives. Janvier-Février-Mars-Avril-Mai 2001
- Note sous Cass. soc. 11 octobre 2001, JCP, ed. E.2002, p 322 (conditions d'un accord tacite de l'URSSAF sur des pratiques antérieures faisant objet d'un contrôle)
- Note sous Cass. soc. 15 novembre 2001, JCP, ed.E.2002, p 169 (obligations de l'employeur en matière de déclaration d'accidents)
- Note sous Cass. soc. 22 mai 2002, JCP, ed. E.2002, p 1280 (incidences d'une faute d'un salarié, pendant le temps d'un préavis suite à un licenciement, au regard des indemnités de rupture)
- Note sous Cass. soc. 27 juin 2002, JCP, ed. E.2002, p 1322 (le représentant des salariés, désigné à l'occasion d'un redressement judiciaire, ne constitue pas une "institution représentative du personnel" au regard des dispositions sur la procédure de licenciement)
- Note sous Cass. soc. 18 octobre 2001, JCP, ed. E.2002, p 114 (situation des membres du conseil de surveillance d'une SA au regard de la sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 18 octobre 2001, JCP, ed. E.2002, p 216 (réintégration, dans l'assiette des cotisations sociales, des jetons de présence attribués au président du conseil d'administration ayant fait liquider sa retraite)
- Note sous Cass. soc. 28 février 2002, JCP, ed. E.2002, p 668 (amiante : l'employeur est tenu envers le salarié d'une obligation de sécurité de résultats)
- Note sous Cass. soc. 28 mai 2002, JCP, ed. E.2002, p 939 (la nullité d'une transaction, conclue avant la notification du licenciement, est relative)
- Note sous Cass. soc. 22 mai 2002, JCP, ed. E, p 1062 (faute grave résultant de la conduite en état d'ébriété d'un salarié, transportant un autre salarié, contrôlée sur le fondement du règlement intérieur)
- Note sous Cass. soc. 4 juin 2002, JCP, ed.E.2002, p 1108 (l'activité d'un salarié, au cours d'un arrêt maladie, peut-elle justifier son licenciement ?)
- Note sous Cass. soc. 16 mai 2002, JCP, ed.E.2000, p 1373 (il appartient aux organismes de sécurité sociale d'informer les intéressés des modalités et délais de saisine en cas de décision implicite de rejet de la Commission de recours amiable)
- La loi relative à la lutte contre les discriminations. L, n° 2001-1066 du 16 novembre 2001, JCP, ed. G, p 1 et 2
- La loi de modernisation sociale. Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, JCP, ed. G, p 805 à 809
- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2002. Loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001, JCP, ed. G.2002, p 477 à 479
- Avantages versés par le CE : état des lieux et moyens de défense. Cahiers Lamy du CE, n° 8. Septembre 2002
- Les pouvoirs des inspecteurs du recouvrement : état des lieux de la jurisprudence et propositions. Jurisprudence sociale. Lamy, n°105 du 16 juillet 2002
- Sécurité sociale : formalisme de la contrainte. Cahiers sociaux du Barreau de Paris, n° 142. Juillet-Août 2002

- La taxation forfaitaire. Les cahiers du DRH, n° 51. 18 janvier 2002
- Quoi de neuf en matière d'accident ou de maladie professionnelle ? Les Cahiers du DRH, n°60-61. 14 juin 2002
- Les cas de rupture par anticipation d'un contrat à durée déterminée. Revue française de comptabilité, n° 345. Juin 2002
- Les pouvoirs des inspecteurs de l'URSSAF. Revue française de comptabilité, n° 346. Juillet-août 2002
- Que reste-t-il du reçu pour solde de tout compte ? Revue française de comptabilité, n° 347. Septembre 2002
- Sécurité sociale : sommaires annotés de la Cour de cassation. Gazette du Palais, n° 233 à 234. Mercredi 21 - jeudi 22 août 2002
- Les nouvelles dispositions relatives à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (loi n°2001-588 du 4 juillet 2001. Gazette du Palais, n° 46 à 47. 15-16 février 2002
- Les nouveaux moyens de lutte contre la discrimination (loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001). Gazette du Palais, n° 60 à 61. 1-2 mars 2002
- Sommaires annotés de la Cour de cassation en matière de sécurité sociale. Gazette du Palais, n°58 à 59. 27-28 février 2002
- Les nouveaux droits des usagers dans le secteur de l'action sociale et médico-sociale (loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002). Gazette du Palais, n° 170 à 171. 19-20 juin 2002
- Quelques réflexions sur la création d'un régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles (loi n° 2002-308 du 4 mars 2002. Gazette du Palais, n° 205 à 206. 24-25 juillet 2002
- Les règles en matière de garde à vue, issues de la loi n° 2002-516 du 4 mars 2002, ou l'art de réformer une réforme. Gazette du Palais, n° 209 à 211. 28 à 30 juillet 2002
- Le contrôle URSSAF et ses conséquences. Légicom, n° 26. 2002/1
- Sécurité sociale : chronique de jurisprudence. Petites Affiches, n° 142. 17 juillet 2002
- Arrêt Perruche... suite (à propos de l'arrêt de la Cour de cassation, assemblée plénière du 28 novembre 2001). Génésis, n° 72. Janvier 2002
- La fin de l'arrêt Perruche... ou les difficultés de rédiger une loi. Génésis, n° 74. Mars 2002
- L'accès direct de l'usage au dossier médical (art 11 de la loi, n° 2002-303 du 4 mars 2002). Génésis, n° 75. Avril 2002
- L'indemnisation de l'aléa médical : loi n° 2002-303 du 4 mars 2002. Génésis, n° 77. Juin 2002
- Note sous Cass. soc. 4 décembre 2002, JCP, ed. E.2003.137 (la demande de requalification d'un CDD en CDI devant le bureau de jugement, en l'absence de procédure de conciliation, peut inclure des rappels de salaire)
- Note sous Cass. soc. 4 décembre 2002, JCP, ed.E.2003.134 (l'AGS n'est pas, en principe, recevable à demander la requalification d'un CDD en CDI)
- Note sous Cass. soc. 28 novembre 2002, JCP, ed. E.2003.186 (la Commission de recours amiable est-elle soumise à l'article 6-1 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ?)
- La loi relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi, JCP, ed. G.2003.act 261
- Le chèque emploi association. JCP. ed G.2003. act 384
- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2003, JCP, ed. G.2003. act 240
- La loi portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques, JCP, ed. G.2003.act 137
- Note sous Cass. soc. 31 mars 2003, JCP, ed. E.2003.796 (conditions de délai du recours de l'employeur devant la Cour nationale de l'incapacité suite à un rejet du recours gracieux)
- Note sous Cass. soc. 3 avril 2003, JCP, ed. E.2003.894 (modalités de communication au cotisant du procès-verbal de contrôle de sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 27 février 2003, JCP, ed. E.2003.654 (nullité du contrôle opéré lorsque des informations ont été recueillies au domicile des salariés)

- Note sous Cass. soc. 23 avril 2003, JCP, ed. E.2003.941 (notion de motivation de l'opposition à contrainte par un organisme de sécurité sociale)
- Note sous Cass. soc. 15 octobre 2002, JCP, ed. E.2003.26 (rémunération du salarié sous CDD)
- Note sous Cass. soc. 31 octobre 2002, JCP, ed. E.2003.57 (évolution de la notion de faute inexcusable de l'employeur)
- Note sous Cass. soc. 24 octobre 2002, JCP, ed. E.2003.99 (conditions du respect du contradictoire lors d'un contrôle URSSAF)
- Note sous Cass. soc. 3 décembre 2002, JCP, ed. E 260 (une faute grave peut-elle être retenue à la suite d'un vol commis en dehors des heures de travail ?)
- Note sous Cass.civ 2°14 oct 2003.JCP,ed E 1620 (procédure à respecter par l'URSSAF pour opérer un redressement suite à une vérification de l'administration fiscale)
- Note sous Cass soc.18 nov 2003.JCP.ed E 1736 (sanction de la rupture anticipée d'un CDD pour inaptitude physique d'origine non professionnelle)
- De quelques décisions récentes de la cour de cassation dans le cadre du contrôle URSSAF .Jurisprudence sociale Lamy. sept 2003.n°130
- Les dispositions sociales de la loi habilitant le gouvernement) simplifier le droit.JCP.ed G.act 459
- Quelques précisions sur l'AGS. Actualités des procédures collectives. dec 2003.n°20
- Rupture anticipée du contrat à durée déterminée. Les cahiers du DRH, n° 84, p 2s
- Harcèlement moral : une réglementation à rebondissements. Les cahiers du DRH, n° 77, p 2 s
- Le droit du travail en cure de modernisation. Les cahiers du DRH. n° 87. sept 2003.p.14s
- Motivation de la lettre de licenciement. Actualité des Procédures collectives. 31 janvier 2003, n° 2
- Le régime social des avantages servis par les comités d'entreprise .RFC. Mai 2003, p 9
- Les conditions de validité d'une clause de non-concurrence. RFC. Mars 2003, p 10
- Du nouveau en matière de responsabilité civile médicale. Génésis. Mars 2003, p 37 s
- Jusqu'où doit aller le devoir d'information du médecin ? Genesis Juin 2003.p 24 s
- Chronique médico légale. Genesis n° 88. sept 2003 p26 s
- La loi du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciement économique. Gazette du Palais. 5 et 6 février 2003, p 9 s
- L'assujettissement au régime général de la sécurité sociale : état des lieux et interrogations.RFC. Avril 2003, p 8s
- Statut du conjoint d'artisan ou de commerçant.RFC.sept 2003 p 11 s
- Qu'est ce qu'un travailleur non salarié ? RFC oct 2003.p 9 s
- La sécurité juridique de l'employeur en droit social : réalités et propositions. RFC. Avril 2003, p 30 s
- Spécial sécurité sociale sous la direction de F.Taquet. Gazette du Palais. 16 et 17 avril 2003, p 2 à 17
- Rubrique « Droit social » dans la Revue des Procédures collectives
- La loi portant création du RMA. JCP.ed G. 2004.act 106
- Le contrôle URSSAF et ses conséquences. JCP.ed E.2004. p 68
- Note sous Cass civ.2.27 janv 2004. JCP.ed E.p.325 (procédure contradictoire à respecter par l'Urssaf en cas de taxation forfaitaire)
- Note sous Cass soc.2 dec 2003. JCP.ed E. 2003.p 19 (résiliation amiable du contrat du salarié concerné par un projet de licenciement économique)
- Sale temps pour les cotisants. Les cahiers du DRH.fev 2004. n° 96.p.2s
- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2004. Gazette du Palais.18-20 janv 2004.p.2s
- La loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie. JCP.ed G.act 489
- Où en est-on des lois bioéthiques ? Genesis.fev 2004.p.37s
- Redressement et liquidation judiciaires (URSSAF). Fasc Juris-classeur commercial.Mars 2004.

- Deux ou trois choses sur l'article L 122-12 du Code du travail. A propos. Revue de l'IFEC. Mars 2004.
- Note sous Cass civ.2°.6 avril 2004.JCP ed E. p. 821 (la prise en considération par une URSSAF de renseignements communiqués par un autre organisme en vue d'un redressement constitue un contrôle)
- Note sous Cass civ.2°.22 mars 2004.JCP ed E. p. 772 (portée de l'absence de mention sur une mise en demeure adressée par une URSSAF de l'identité de l'agent signataire)
- Liquidation judiciaire et motivation de la lettre de licenciement. Actualités des procédures collectives. n° 8. 7 mai 2004.
- Note sous Cass civ.2°.9 décembre 2003.JCP ed E. p. 62 (déroulement de la procédure de contrôle de la sécurité sociale lorsque l'employeur est membre du conseil d'administration d'une URSSAF)
- Les nouvelles prescriptions des cotisations sociales.RFC. fev 2004.p.8
- La délégation de pouvoirs.RFC. avril 2004. p10
- Où en est- on des lois bioéthiques ? Genesis.n° 93.février 2004.p.37
- Contrôle URSSAF : entre le chaud et le froid. RFC. nov 2004.p.36
- Collaboration régulière avec la revue « Les annonces de la Seine » à la rubrique « sommaires annotés de droit social »
- Rubrique « Droit social » dans la Revue des Procédures collectives
- Note sous : Cass civ.2°.11 octobre 2005.JCP E. 2005. 1764 (interrogatoires en matière de sécurité sociale)
- Note sous : Cass civ.2°.18 octobre 2005.JCP E. 2005. 1852 (nature de la commission de recours amiable)
- Note sous : Cass ass plén.28 janvier 2005.JCP E. 2005. 239 (commission de recours amiable)
- Vers une sécurité juridique renforcée des cotisants. JCP E. 2005.1809.
- Note sous : Cass civ.2°.10 mai 2005.JCP E. 2005. 1030 (audition de salariés)
- Note sous : Cass civ.2°.10 mai 2005.JCP E. 2005. 1031 (respect de la procédure contradictoire)
- Note sous : Cass civ.2°. 13 mai 2003, 23 mars 2004, 25 mai 2004 .JCP E. 2005. 85 (procédure de recouvrement)
- Note sous : Cass civ.2°.18 octobre 2005.JCP G. Loi de financement de la sécurité sociale pour 2005. Act 54.. 1852
- Revue française de comptabilité. Juin 2005.La contribution Delalande
- Revue française de comptabilité. Juillet Août 2005. La convention de reclassement personnalisée
- Revue française de comptabilité. Novembre 2005. Commentaires sous 4 arrêts de la Cour de cassation
- Revue française de comptabilité. Mai 2005. Perte de confiance et cause de licenciement
- Revue des procédures collectives. Rubrique « Droit social ». JCP.
- Note sous : Cass civ.2°.14 septembre 2006.JCP E. 2006.2735 (nullité d'une mise en demeure)
- Note sous : Cass civ.2°.12 juillet 2006.JCP E. 2006.2649 (compétence territoriale des URSSAF)
- Note sous : Cass civ.2°.3 mai 2006.JCP E. 2006.2259 (régularité d'un contrôle URSSAF)
- Note sous : Cass civ.2°.9 février 2006.JCP E. 2006.1587 (portée du silence de l'employeur après un contrôle de cotisations)
- Note sous : Cass ass plén. 7 avril 2006.JCP E. 2006.2054 (nature de la mise en demeure)
- Note sous : Cass civ.2°.5 avril 2006.JCP E. 2006.1922 (recouvrement de cotisations impayées d'avocats)
- Note sous : Cass civ.2°.5 avril 2006.JCP E. 2006.1792 (contentieux de la C3S)
- Revue française de comptabilité. Octobre 2006.Le contrat de volontariat associatif
- Revue française de comptabilité. Juin 2006.La loi sur l'égalité des chances
- Revue française de comptabilité. Janvier 2006.Le guichet social unique

- Revue française de comptabilité. Novembre 2006. Le contrat de solidarité internationale
- Revue des procédures collectives. Rubrique « Droit social ». JCP.
- Sem soc. Lamy. n° 1305. 30 avril 2007. Le renforcement des pouvoirs des URSSAF
- Le contrôle URSSAF selon la technique de l'échantillonnage. JCP E. 2007. 1679
- Bulletin Dictionnaire Permanent social.. 857. 2° quinzaine. Avril 2007. De nouvelles règles en matière de contrôle URSSAF
- Droit social. Brèves réflexions sur les nouvelles dispositions relatives aux droits des cotisants. Juillet Août 2007. p. 848
- Note sous : Cass soc.20 mars 2007.JCP E.2007.1722 (recouvrement des cotisations d'assurance chômage)
- Premier aperçu sur le décret n° 2007-546 du 11 avril 2007 relatif aux droits des cotisants. JCP E. 2007. 1587
- Chartes d'éthique et droit du travail : est il temps de légiférer ? Revue française de comptabilité. Juin 2007.p.29
- Pour la création d'un contrat de départ négocié. Revue française de comptabilité. Mars 2007.p.39
- Note sous : Cass civ.2°.17 janvier 2007.JCP E. 2007.1253 (exclusion d'un lien de subordination entre une société et des fonctionnaires)
- Note sous : Cass civ.2°.14 février 2007.JCP E. 2007.1629 (portée de l'autorité de la chose jugée attachée aux décisions de la commission de recours amiable)
- Note sous : Cass soc.24 janvier 2007.JCP E.2007.1366 (problème lié à l'envoi d'une lettre de licenciement)
- Note sous : Cass soc.14 février 2007.JCP E.2007.1467 (validité du licenciement d'un salarié protégé)
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. Mars 2007.
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. Juin 2007.
- Colloque à l'Université d'Amiens. 23 mars 2007. Entreprise en difficulté et droit du travail. L'assurance garantie des salaires.
- La loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007. JCP E. 2007.1
- Recouvrement des cotisations d'assurance chômage. Note sous Cass. soc. 20 mars 2007. JCP. E. 2007 n°23 p 1722
- Premier aperçu sur la décret n°2007-546 du 11 avril 2007 relatif aux droits des cotisants. JCP. E. 2007. n°18 p1587
- La loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007. JCP. E. 2007. n°1 p1
- La loi n°2007-1223 du 21 août 2007. JCP. E. 2007 n°35 p395
- Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008. JCP. G. 2007 n°41 p447
- Le renforcement des pouvoirs des URSSAF. Semaine Sociale Lamy. 30 avril 2007 p2 et s.
- De nouvelles règles en matière de contrôle URSSAF. Bull. soc. Editions législatives. n°857 p3169
- Entreprises en difficulté et droit du travail. Ouvrage collectif. p77 s. PUF. 2007
- Revue française de comptabilité. Pour la création d'un contrat de départ négocié. Mars 2007. n°397
- Logement du salarié. Encyclopédie Dalloz Droit du travail. 2007
- Panorama de jurisprudence en Droit du travail..IESEG éditions 2007
- L'accord du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail. JCP.E 2008 n°4. p1114
- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2008. JCP.E.2008 n°3 p1100
- Note sous : Cass 2°. civ. 5 juin 2008.JCP E.2008.2217 (conditions de la forclusion après saisine de la commission de recours amiable d'une CPAM)
- La nouvelle réglementation des stages. JCP E.2008.1287
- Les nouveaux droits et devoirs des chômeurs. JCP G.2008.Actualités.530
- La loi du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail. JCP G.2008.479

- Brèves réflexions sur la rupture conventionnelle du contrat de travail. JCP E.2008.1921
- Note sous : Cass 2°. civ. 10 juillet 2008.JCP E.2008.2155 (absence d'envoi d'avis de contrôle)
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. Avril, mai, juin, septembre 2008
- Note sous : Cass 2°. civ. 10 juillet 2008.JCP E.2008.2155 (absence d'avis de contrôle)
- Nouveaux droits et devoirs des chômeurs. JCP.G. texte. 530
- Note sous : Cass 2°. civ. 5 juin 2008.JCP E.2008.2311 (cotisations et indemnité transactionnelle)
- Note sous Cass 2°. civ. 22 mars 2008.JCP E.2008.1566 (informations susceptibles d'être sollicitées lors d'un contrôle par une URSSAF)
- La réforme des procédures d'instruction des accidents et maladies professionnelles. Aperçu rapide. JCP.E 2009 n°36. p 389
- Liquidation judiciaire : qualité pour délivrer une attestation au salarié licencié. Actualité des procédures collectives. n° 17. 30 octobre 2009
- Portée des remarques formulées dans une lettre d'observations émanant de l'URSSAF (Cass. 2° civ. 19 juin 2008)
- Faut-il supprimer la commission de recours amiable dans le contentieux URSSAF ? – Etude – JCP ed E n° 35. p 1801
- Les évolutions récentes de la cour de cassation dans le cadre du contrôle URSSAF. Jurisprudence sociale Lamy. n° 258 p.4 s
- Rupture résultant de l'acceptation d'une convention de reclassement personnalisé. JCP ed E n° 31 - 34. p 1769
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. Avril, mai, juin, septembre 2009
- Réintégration dans l'assiette des cotisations d'une prime « amortisseur ». JCP ed E n° 5. p 1134
- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2010. JCP ed E n° 3. p 1058
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. Janvier – février 2010
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. Mai - juin 2010
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. septembre-octobre 2010
- Rupture du contrat de travail résultant de l'acceptation par le salarié d'une CRP – JCP ed E n° 21. p 1514
- Application du délai de 12 mois dans le cadre de la contestation du motif économique du licenciement - JCP ed E n° 36. p 1779
- Le point sur la jurisprudence relative au contrôle URSSAF. Jurisp soc Lamy. n° 285. 13 octobre 2010
- Les limites au recours à la rupture conventionnelle. JCP ed E n° 34. p 1731
- Rupture conventionnelle du contrat de travail et situation conflictuelle. JCP ed E n° 26. p 1637
- Appréciation d'une rupture conventionnelle. JCP ed E n° 25. p 1621
- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2011. JCP ed G n° 3. p 39
- La rupture conventionnelle suppose l'absence de litige entre le salarié et l'employeur. Jurisp soc Lamy. n° 292. 27 janvier 2011
- Pas de CRP sans reclassement préalable. Jurisp soc Lamy. n° 295. 10 mars 2011
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. mars-avril, mai-juin, septembre-octobre, novembre-décembre 2011
- Rupture conventionnelle et licenciement collectif (Cass soc. 9 mars 2011) ; JCP.E.2011.1337
- Contrat à durée déterminée et inaptitude du salarié. JCP.E.2011.234
- Contrôle opéré dans le cadre du travail dissimulé. Note sous Cass civ.2°. 17 février 2011. JCP.E.2011.1316
- La rupture conventionnelle du contrat de travail. JCP.E.2011.13
- Interdiction de conclure une rupture conventionnelle en cas de litige entre l'employeur et le salarié. Riom. 18 janvier 2011. Dalloz. Revue Dr du travail.2011. p 243

- Limites de l'obligation d'information de l'employeur en matière de rupture conventionnelle. Note sous Rouen. 12 avril 2011. JCP.E.2011.1515
- Conseils avisés pour contrôle URSSAF bien préparé. Jurisassociations n° 442. p 39
- Contrôles URSSAF : entre droits et obligations. Les cahiers juridiques. Février 2011. p.12 s
- A quoi sert l'avis de contrôle dans le contrôle URSSAF ? Dr social. 2011. p 961
- La prise en compte de ruptures conventionnelles pour déterminer la procédure d'information /consultation lors d'un licenciement économique collectif. JCP.E.2011.1337
- Contrat à durée déterminée et inaptitude du salarié. JCP.E.2011.234
- Premier bilan jurisprudentiel sur la rupture conventionnelle. JCP.E.2011.1862
- Le versement d'une indemnité de rupture conventionnelle suppose t'il une condition d'ancienneté ? JCP.E.2011.1588
- Point de départ du délai dans lequel l'employeur peut dispenser le salarié de respecter une clause de non concurrence dans l'hypothèse d'une rupture conventionnelle. JCP.E.2011.1649
- Rupture conventionnelle : avant l'heure, ce n'est pas l'heure. Jurisprudence sociale Lamy. n° 307. p.21
- Rupture conventionnelle, vers un formalisme a minima ? Jurisprudence sociale Lamy. n° 307. p.24
- Travail dissimulé : mentions obligatoires de la notification de redressement au titre de la solidarité financière. JCP.E.2011.1822
- Les nouveautés de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012. JCP.E.2012.38
- Le contrôle URSSAF : bilan et perspectives Jurisprudence sociale Lamy. n° 318. p.4
- Francis Lefebvre. FR 6/12. La lettre d'observations assure t'elle vraiment le caractère contradictoire du contrôle URSSAF ?
- Contrôle URSSAF : notion de décision implicite et contenu des observations de l'inspecteur. JCP.E.2012.1176
- Des interrogations portant sur la rupture conventionnelle. JCP.E.2012.1188
- Où est donc passé l'arrêt Deperne ? Droit social. Février 2012. p 187
- Les dispositions sociales de la loi relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives (Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012). JCP.E.2012.264
- L'indispensable réforme du Droit du travail. Revue politique et parlementaire. Octobre – décembre 2012
- Chronique Droit social in Revue des procédures collectives. mars-avril, mai-juin, novembre-décembre, septembre-octobre
- Annulation d'un contrôle dont la date a été modifiée unilatéralement par l'URSSAF. JCP.E.2012.1599
- Les principales dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2013. JCP.G.2012.42
- Rupture conventionnelle des salariés protégés : dura lex sed lex. Jurisprudence sociale Lamy. n° 320. p. 8
- Interdiction de conclure une rupture conventionnelle avec un salarié déclaré inapte à son emploi. Jurisprudence sociale Lamy. n° 322. p. 11
- Les clauses du contrat de travail révisées par la cour de cassation, Jurisprudence sociale Lamy. n° 324. p. 8
- Distinction entre lettre d'observations et procès verbal de l'inspecteur du recouvrement. JCP.E.2012.1773
- Note sous 2 arrêts (Cass soc. 9 octobre 2012 – 17 octobre 2012). Jurisprudence sociale Lamy. n° 332
- Aux limites de la transaction. Jurisprudence sociale Lamy. n° 321. p. 22
- Caractère de l'indemnité compensatrice de préavis en cas de licenciement d'un salarié victime d'un accident du travail : salaire ou pas salaire ? Jurisprudence sociale Lamy. n° 326. p. 20
- Prescription de l'action en reconnaissance de la faute inexcusable. Jurisprudence sociale Lamy. n° 326. p. 26

- Prise en compte des absences pour le droit au congé payé annuel de quatre semaines. JCP.E.2012.1647
- La loi de finances rectificative pour 2012 (volet social) JCP.E.2012.535
- Assiette de calcul du délai de carence spécifique pour le versement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi. JCP.E.2012.1730
- Conditions de l'opposition à contrainte en matière de cotisations sociales. JCP.E.2012.1578
- Procédure de contrôle URSSAF ou l'insuffisance des garanties des cotisants. Jurisprudence sociale Lamy. n° 325. p. 18
- Chronologie de la procédure de redressement de cotisations. Note sous Cass civ. 2°. 28 novembre 2013. pourvoi n° 12-26691. JCP. E. 2014. 1042
- Quelques réflexions sur le contrôle URSSAF. Revue française de comptabilité. Janvier 2013. p 12 s
- Revue des procédures collectives. Droit social. Mars Avril 2013 - Septembre octobre 2013
- Sanction du non respect du délai de prévenance par l'employeur lors d'une rupture de période d'essai. Note sous Cass soc. 23 janvier 2013. pourvoi n° 11-23428. JCP. E. 2013. 1101
- La prise en charge des frais de transport en commun domicile – lieu de travail n'a pas de limite de distance. Jurisprudence sociale Lamy. n° 337. p.17 s
- Le droit du travail français est il un frein à la compétitivité des entreprises ? Culture Droit. n° 62
- Retour sur quelques décisions importantes en matière de règlement intérieur. Jurisprudence sociale Lamy. n° 338. p.4 s
- Calcul de l'indemnité forfaitaire pour travail dissimulé avec l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement. Note sous Cass soc. 6 février 2013. pourvoi n° 11-23738. JCP. E. 2013. 1163
- Rupture conventionnelle pour un motif économique : nullité fondée sur le consentement non éclairé du salarié. Note sous Cass soc. 9 novembre 2012. pourvoi n° 11-01667. JCP. E. 2013. 1188
- Maladie et rupture conventionnelle du contrat de travail. Note sous Cass soc. 30 septembre 2013. pourvoi n° 12-19711. JCP. E. 2013. 1606
- Les limites de la rupture conventionnelle. Dalloz Revue de droit du travail – Avril 2013. n° 258
- Une rupture conventionnelle peut intervenir dans une situation conflictuelle. Note sous Cass soc. 23 mai 2013. pourvoi n° 12-13865. JCP. E. 2013. 1432
- Contrôle URSSAF et avis de passage mentionnant la possibilité pour le cotisant de se faire assister d'un conseil de son choix. Note sous Cass civ. 2°. 10 octobre 2013. pourvoi n° 12-26586. JCP. E. 2013. 1632
- Nullité d'un contrôle URSSAF fondé sur l'emport irrégulier de documents. Note sous Cass civ. 2°. 11 juillet 2013. pourvoi n° 12-17940. JCP. E. 2013. 1664
- Le contrôle URSSAF ou le déclin des droits du cotisant. RDSS. Mai Juin 2013. n° 3. p 518 s
- L'URSSAF n'a pas à respecter un délai minimum entre l'envoi de l'avis préalable et le contrôle. Note sous Cass civ. 2°. 14 février 2013. pourvoi n° 12-13656. JCP. E. 2014. 1239
- Les principales dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014. JCP ed G. 2014. p.9
- La chronologie de la procédure de redressement de cotisations. JCP ed E. 2014. 1042
- Note sous Cass civ.2°.3 avril 2014 (omission dans la lettre d'observations lors d'un contrôle URSSAF de la possibilité de se faire assister d'un conseil. JCP ed E. 2014. 1275
- Le point sur la requalification du contrat de collaboration en contrat de travail. Dalloz Avocats. Mars 2014. p 112
- Revue des procédures collectives. Droit social. Janvier – avril 2014, septembre – octobre 2014, Mai – juin 2014

- Une clause de discrétion n'est pas une clause de non concurrence. Les cahiers Lamy du CE. n° 143. p 11 s
- Quand la rupture conventionnelle exclut la rupture amiable. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 376. p 11 s
- L'employeur doit, sous peine d'amende, rémunérer les heures complémentaires... imposées ou non. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 376. p 23 s
- Conditions de validité de la mise en demeure émanant d'une URSSAF. JCP ed E. 2014. 1594
- Validité de la rupture conventionnelle conclue pendant une période de suspension du contrat de travail. JCP ed E. 2014. 1544
- URSSAF : 900 000 € de redressement URSSAF pour une mauvaise qualification de contrat... Qui dit mieux ? Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 372. p 22 s
- Durée du travail de l'avocat : salarié en forfait jours. Dalloz Avocats. 2014. p 236 s
- L'indemnité versée au titre de la garantie d'emploi désormais assujettie à cotisations. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 369. p 20 s
- Quelques précisions sur la rupture conventionnelle (à propos de quatre arrêts rendus par la Chambre sociale le 29 janvier 2014). Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 362. p 8 s
- Licenciement pour absences répétées ou prolongées : la cour de cassation reste rigoureuse. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 368. p 20 s
- Retour de congé de maternité : la période de protection est suspendue par la prise de congés payés. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 368. p 18 s
- Contrôle URSSAF : les limites de la procédure contradictoire. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 363. p 19 s
- Heures complémentaires : la cour de cassation maintient une position rigoureuse. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 364. p 15 s
- La transaction admise sous conditions. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 365. p 8 s
- Lorsqu'une jurisprudence favorable aux URSSAF se retourne contre elle. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 366. p 20 s
- Sanction de l'omission dans la lettre d'observations lors d'un contrôle de sécurité sociale de la mention de la possibilité pour le cotisant de se faire assister d'un conseil de son choix. JCP ed E. 2014. 1275
- La chronologie de la procédure de redressement de cotisations. JCP ed E. 2014. 1042
- Les limites du contrôle URSSAF par échantillonnage. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 371. p 16 s
- Le Droit saisi par la parentalité. Dalloz Avocats. 2014. p 317 s
- Nullité du licenciement de la femme enceinte. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 373. p 21 s
- Lorsque la bienveillance de l'employeur se retourne contre lui. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 371. p 21 s
- La rupture d'un commun accord nécessite un écrit signé des deux parties. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 374. p 23 s
- Annulation d'un redressement de cotisations fondé sur un contrôle URSSAF ne respectant pas les droits de la défense. JCP ed E. 2014. 1527
- Infraction à la durée du travail concernant les salariés à temps partiel. JCP ed E. 2014. 1512
- Datation, dans la lettre de licenciement des faits invoqués : une jurisprudence à nuancer. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 375. p 17 s
- L'employeur qui omet de formaliser un document unique doit indemniser ses salariés. Jurisprudence sociale Lamy.2014. n° 375. p 10 s
- Faute inexcusable : la rente majorée répare aussi la perte de droits à la retraite. JCP ed E. 2015. 1081
- Rupture conventionnelle : la Chambre sociale apporte de nouvelles réponses. Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 380. p 18 s
- Redressement URSSAF : une décision discutable remettant en cause le principe du contradictoire. Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 380. p 30 s

- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2015. JCP ed G. 2015. n° 1-2 janv 2015
- La loi de financement de la sécurité sociale pour 2015. JCP ed E. 2015. 1008
- Quelques réflexions sur la procédure de contrôle URSSAF (à propos de plusieurs arrêts récents rendus par la cour de cassation). Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 379. p 4 s
- Quelle est la loi applicable dans un contrat de travail international ? Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 395. p 11 s
- Rupture conventionnelle : la cour de cassation poursuit la consolidation de sa jurisprudence. Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 379. p 22 s
- Les SMS reçus sur un téléphone professionnel sont présumés professionnels. Dalloz Avocats. Avril 2015. p159 s
- Obligation de s'affilier au RSI (note sous CA Limoges. 23 mars 2015). JCP ed E. 2015.1211
- Clause de non concurrence et rupture conventionnelle (note sous Cass soc. 9 avril 2015). JCP ed E. 2015. 364
- Application stricte de la procédure d'affichage du règlement intérieur: nouvelle illustration. Les cahiers Lamy du CE. n° 147. Avril 2015. p. 30 s
- Une convention collective peut prévoir des dispositions spécifiques de renonciation à la clause de non concurrence en cas de rupture conventionnelle. Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 385. p 19 s
- Faute inexcusable : la rente majorée répare aussi la perte des droits à la retraite. JCP ed E. 2015.1081
- Le versement en un lieu unique (VLU) (note sous Cass civ.2°. 2 avril 2015). JCP ed E. 2015. 1234
- Contrôle URSSAF par échantillonnage. Feuillet rapide Francis Lefebvre. 14/15 p 7 s
- De nouveaux droits pour les élus locaux. Petites affiches. 15 juin 2015. p 4 s
- Une rupture conventionnelle pendant un congé de maternité est possible. Les cahiers Lamy du CE. n° 148. Mai 2015. p. 10 s
- Faut-il motiver la lettre de convocation à un entretien préalable ? Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 392. p 16 s
- Le temps d'un contrôle URSSAF (note sous Cass civ.2°.28 mai 2015). Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 391. p 22 s
- Quarante quatre propositions pour améliorer les relations URSSAF – entreprises. JCP ed E. 2015. p 47 s
- Délai de prononciation de la commission de médiation de recours amiable. Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 389. p 25 s
- Contrôle URSSAF : qu'est qu'un « employeur » ? Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 394. p 19 s
- Contrôle URSSAF : réflexions sur le contrôle sur pièces. Feuillet rapide Francis Lefebvre. 38/15 p 8 s
- Contrôle URSSAF : réflexions sur le contrôle par échantillonnage. FRS 14/15. p. 7 s
- Assujettissement à cotisations sociales des indemnités de rupture anticipée d'un CDD. Jurisprudence sociale Lamy.2015. n° 393. p 27 s
- Non versement de la prime de précarité pour les étudiants travaillant pendant les vacances. CJUE 1° oct 2015. Aff C-432/14. JSL. n° 397. p. 19 s
- Quelle est la loi applicable dans un contrat de travail international ? Cass soc. 9 juillet 2015. JSL. n° 395. p. 11 s
- Faut il motiver la lettre de convocation à un entretien préalable ? CPH Evreux. 26 mai 2015. JSL. n° 392. p. 16 s
- Revue des procédures collectives. Droit social. Janvier – février 2015, Mai - juin 2015, septembre-octobre 2015
- L'URSSAF n'a pas à respecter un délai minimum entre l'envoi de l'avis préalable et le contrôle. JCPE. 2015. 1239
- Le temps d'un contrôle URSSAF. Cass civ.2°. 28 mai 2015. JSL. n° 391. p. 22 s
- Délai de prononciation de la commission de recours amiable. Cass civ .2°. 12 février 2015. JSL. n° 389. p. 25 s

- Contrôle URSSAF : qu'est ce qu'un employeur ? Cass civ.2°. 9 juillet 2015. JSL. n° 394. p. 19 s
- Assujettissement à cotisations sociales des indemnités de rupture anticipée d'un CDD. Nancy. 3 juin 2015. JSL. n° 393. p. 27 s
- Contrôle de cotisations : les derniers éclaircissements de la cour de cassation. Cass civ.2°. 17 sept 2015. JSL. n° 397. p. 25 s
- Réflexions sur les clauses de reconduction dans les contrats de travail saisonniers. JCPE. 2015. 1606 s
- Nécessité de respecter scrupuleusement la procédure contradictoire dans le contrôle URSSAF. Jurisprudence sociale Lamy. n° 412. p 28 s
- Quelques interrogations sur le contentieux URSSAF. Jurisprudence sociale Lamy. n° 408. p 25 s
- Lorsque des loyers sont soumis à cotisations sociales. Jurisprudence sociale Lamy. n° 404. p 19 s
- Lorsque l'auto-entrepreneur est requalifié en salarié. Jurisprudence sociale Lamy. n° 403. p 19 s
- Revue des procédures collectives – Droit social. Mars Avril, Juillet Août, Novembre Décembre 2016. p. 47 s
- Le montant des sommes garanties par l'AGS ou la saga de la jurisprudence. Revue des procédures collectives – n° spécial janvier février 2016. p. 74 s
- Revue des procédures collectives – Droit social. Janvier Février 2016. p. 38 s
- URSSAF : les limites de la procédure contradictoire. JCPE. 2016. 1053
- URSSAF : contrôle de cotisations : les derniers éclaircissements de la cour de cassation. Jurisprudence sociale Lamy. n° 397. p 25 s
- Non versement de la prime de précarité pour les étudiants travaillant pendant les vacances. Jurisprudence sociale Lamy. n° 397. p 19 s
- Jurisprudence sociale Lamy. Numéro spécial (coordination). Quelques références de droit comparé à propos de la loi Travail : le point sur les licenciements économiques. Atelier social et section internationale du réseau d'avocats GESICA. - Avril 2016
- A défaut d'opposition à une contrainte, la mise en demeure ne peut plus être contestée. Jurisprudence sociale Lamy. n° 418. p 25 s
- Quelle prescription appliquer suite à une contrainte délivrée par un organisme de sécurité sociale ? Jurisprudence sociale Lamy. n° 417. p 14 s
- Les nouvelles règles relatives aux contrôles de l'URSSAF : renforcement des droits des cotisants ou des organismes . Droit social. Octobre 2016. p 848 s
- Quelques réflexions sur la nouvelle définition du licenciement économique. JCPE. 2016. 1533
- Un nouveau décret pour renforcer les droits des cotisants. JCPE. 2016. 1502
- Quelques réflexions et propositions en matière de travail dissimulé. Petites Affiches. 20 décembre 2016. n° 253. p 8 s
- Délai de réponse du cotisant à la lettre d'observations envoyée par l'organisme de recouvrement suite à une vérification. JCPE. 2016. 1678
- Revue des procédures collectives – Droit social. Mars Avril 2017. p. 61 s
- Employeur non établi en France : pas de possibilité de transfert du paiement des cotisations sociales sur le salarié. Jurisprudence sociale Lamy. n° 428. p 16 s
- De la compétence des URSSAF en matière de contrôle. Jurisprudence sociale Lamy. n° 427. p 15 s
- LFSS 2017 et garanties des droits des cotisants. La technique du tango argentin. JCPE. 2017. 1178
- Amiante : de la possibilité pour un salarié ayant conclu une transaction de demander réparation d'un préjudice d'anxiété. JCPE. 2017. 1145
- Quel avenir pour la notion d'abus de droit en matière de sécurité sociale ? JCPE. 2017. 1131
- De plusieurs points d'amélioration nécessaires dans le cadre du contrôle URSSAF. RDSS Janv Fev 2017. p 146 s

COLLOQUES

- Les nouvelles procédures de licenciement pour motif économique. Université de Lille. 19 janvier 1988. Thème de l'intervention : Réflexions sur les nouvelles procédures applicables
- Les cotisations de sécurité sociale. Colloque Droit social. 2 avril 1993
- Les risques majeurs d'un contrôle de l'URSSAF. 8 mars 1996. Université de Valenciennes
- Sénat. Protection de la santé du travail : adapter et responsabiliser. 14 mars 2003
- Cour d'appel de Grenoble. ASSEDIC et AGS. 28 mars 2003 (interventions parues dans Semaine sociale Lamy suppt 6 oct 2003.)
- Faculté de droit de Toulon. Licenciement pour motif personnel. 19 juin 2003
- Colloque sur les cotisations de sécurité sociale. Conseil supérieur des experts comptables. octobre 2004.
- Le droit du travail français est-il un frein à la compétitivité des entreprises ? Assemblée Nationale. 12 septembre 2013
- Les contrôles des administrations sociales : un frein à la compétitivité des entreprises ? Assemblée Nationale. 29 janvier 2015
- Intervention au colloque organisé par la faculté de droit de Bordeaux les 28 et 29 mai 2015 sur le thème : « Financement de la sécurité sociale : entre efficacité et respect des droits des cotisants »

LIVRES

- Procédure de licenciement pour motif personnel et économique. Liaisons Sociales. Supplément. Décembre 1990
- Licenciement pour motif personnel. Les suites du licenciement. Liaisons sociales. Supplément. Septembre 1991
- Dirigeants de société. Octobre 1992. Liaisons Sociales
- Guide des contrôles Urssaf (Clet 1991)
- Signer une transaction (Lamy les Echos 1992)
- Partir à la retraite (Lamy les Echos 1992)
- Le contentieux de la sécurité sociale (Litec 1993)
- Dictionnaire de Gestion. Participation à un ouvrage collectif. Armand Colin. Septembre 1996
- Jurisprudence du Droit de la sécurité sociale, ed. Tissot. 1999
- Jurisprudence du droit de la sécurité sociale, ed. Tissot. 2000
- Jurisprudence du droit de la sécurité sociale, ed. Tissot. 2001
- La rupture du contrat de travail (EFE 2002)
- Comment faire face à un contrôle URSSAF (ed IESEG 2002)
- Comment faire face à un contrôle URSSAF ? IESEG, éditions 2003
- Le contrôle URSSAF Les cahiers du DRH .n° spécial 94
- Le Droit du travail en 100 questions (Hermes 2006)
- Pratique du Droit du travail (Ellipses 2006)
- Le départ négocié (ed Gereso) 2008
- Faire face à un contrôle URSSAF, éditions EFE. 2010
- Le droit du travail en clair, éditions Ellipses. 2010
- Mémento de jurisprudence en droit social, éditions Hachette. 2012
- Départs négociés et ruptures conventionnelles, 4° éd. éditions Gereso. 2015
- Panorama de jurisprudence en Droit du travail (2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 ed IESEG)
- Contrôle URSSAF : Entre droits et obligations. Editions du Papyrus. 2017. 190 pages

TRAVAUX LEGISLATIFS

Contribution aux projets de loi ayant une incidence sur le droit social :

- Rédaction de plusieurs propositions de loi
 - . Proposition de loi n° 1693 (assemblée nationale) visant à améliorer les droits des cotisants vis-à-vis des Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
 - . Proposition de loi n°1948 (assemblée nationale) visant à instaurer un congé de deuil
 - . Proposition de loi n° 1897 (assemblée nationale) visant à modifier le régime des prescriptions en droit du travail
- Rédaction d'amendements sur les projets de loi en matière sociale à l'Assemblée Nationale, au Sénat et au Parlement européen (500 amendements approuvés sous la XIII^e législature)
- Interventions sur les projets en matière sociale à l'Assemblée Nationale, au Sénat et au Parlement européen
- Participation à la mission parlementaire confiée aux députés Mard Goua et Bernard Gérard : « Pour un nouveau mode de relations URSSAF/Entreprises ». Assemblée Nationale 2015

ARTICLES DANS LES REVUES ETRANGERES

- (Espagne) – Trabajo y derecho – Cual es la ley aplicable en un contrato de trabajo internacional ? – Nov 2015 p. 126 s
- (Argentine) – Revista de derecho procesal penal – Causa « Sandoval » 2015. p.442 s – Rubinzal Culzoni ed
- (Italie) Indennita di licenziamento nel diritto francese e italiano. Riflessioni sulla fissazione di un tetto. Diritto & Pratica del Lavoro 42/2015
- (Chili) La proteccion de la mujer en el marco de la maternidad. Ensayo comparativo entre el derecho laboral frances y chileno. Revista laboral chilena. Enero 2016. p 59 s
- (Belgique) Quelques réflexions sur le plafonnement des indemnités de rupture abusive en Droit français et en Droit belge. Bulletin Juridique et social. n° 556. Janv 2016-2 p 7 s
- (Belgique) De la loi applicable dans les contrats de travail internationaux. Bulletin Juridique et social. n° 555. Janv 2016-1 p 5 s
- (Espagne) Cuando se torna dificil determinar la juridiccion competente... Actualidad juridica Arandazi. n° 916. Febrero 2016. p 16 s
- (Espagne) – Trabajo y derecho – La saga del caso Vueling ...o el tema del dumping social – Abril 2016 p. 136 s
- (Suisse) – Revue Droit du Travail. De la loi applicable dans les contrats de travail internationaux. ARV/DTA. 2015. 295 s
- (Chili) Se deberia encuadrar mejor el procedimiento por causales atribuidas al trabajador. Ensayo comparativo entre el derecho laboral frances y chileno. Revista laboral chilena. Abril 2016. p 81 s
- (Belgique) Quelques réflexions sur l'audition préalable au licenciement. Bulletin Juridique et social. n° 565. Juin 2016-1 p 9 s
- (Belgique) La réforme inachevée de la motivation de la lettre de licenciement . Bulletin Juridique et social. n° 561. Avril 2016-1 p 7 s
- (Italie) Diritto europeo e monopolio delle casse de previdenza sociale. Diritto & Pratica del Lavoro 13/2016. p 843 s
- (Italie) Controllori del traffico aereo: età pensionabile. Diritto & Pratica del Lavoro 26/2016. p 1602 s

- (Italie) Riforma del lavoro: confronto Italia – Francia. Diritto & Pratica del Lavoro 39/2016. p 2267 s
- (Algérie) Que lest le statut du personnel des consulats et ambassades ? Commentaire sous Cass soc. 21 janvier 2016. Revue Algérienne de Droit comparé (de l'Université de Tlencen). n° 03. p 149 s
- (Espagne) Es posible comparar las reformas del mercado laboral implementadas en Espana con la ley El Khomri de Francia ? Trabajo y derecho. Diciembre 2016. p. 94 s
- (Chili) Algunas reflexiones sobre las reformas implementadas en Europa en materia de legislacion laboral. Revista laboral chilena. Septiembre Octubre 2016. p 93 s

DIVERS

- Rédaction d'articles notamment dans La Tribune, Le Monde, Les Echos, le Figaro ainsi que fréquentes interviews à la radio et télévision.
- Rédaction d'articles pour des journaux d'annonces légales
- Société d'Emulation de Cambrai. Entre la guerre et la paix : 134 ans d'histoire en Cambrésis (1543 – 1677). 1984

MISSIONS

Août 2013 : Réalisation de l'audit juridique de la Caisse Nationale d'assurance Maladie Mauritanienne (CNAM) pour le compte du Ministère de la santé de la République Islamique de Mauritanie (rapport de 136 pages). Un projet de loi a en outre été rédigé mettant en œuvre les solutions proposées.